

<https://snetap-fsu.fr/2021-On-prend-les-memes-et-on-recommence-ou-2020-une-annee-sans-fin.html>



2021 : On prend les mêmes et on recommence... ou 2020, une année sans fin !

- Nos Actions - Les Communiqués -



Date de mise en ligne : jeudi 14 janvier 2021

Copyright © SNETAP-FSU - Tous droits réservés

Un groupe de travail « suivi covid 19 », sans ordre du jour et sans documents préparatoires, a été réuni le 12 janvier 2021 par le Ministère de l'Agriculture, rassemblant le secrétaire général adjoint, une représentante de la [DGER](#) et les organisations syndicales élues au [CTM](#).

En ne convoquant que ce type d'assemblée, l'administration montre encore le mépris dont elle témoigne vis-à-vis du CHCST-M, seule instance légitime en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail. L'administration n'a même pas été en capacité et/ou en volonté d'annoncer une date rapprochée pour le réunir... alors même que nous sommes rentrés il y a déjà dix jours et sur fond d'un contexte sanitaire pourtant une nouvelle fois en passe de dégradation sévère (retour du couvre-feu, évocation sérieuse d'un nouveau reconfinement, nouveaux variants du virus à très haute contagiosité...).

Plusieurs sujets étaient sur la table et nous attendions des réponses....Mais comme d'habitude malheureusement depuis le début de cette pandémie, l'administration est restée évasive, faisant semblant de ne pas comprendre les légitimes questionnements de l'ensemble des organisations syndicales ; même si nous avons quand même réussi à obtenir quelques informations...

Concernant les chiffres de l'épidémie et les indicateurs de suivi des protocoles mis en place (baisse des jauges, télétravail...), que nous réclamons depuis des mois, l'administration qui se refusait de fait jusque là à nous les transmettre, s'est enfin engagée à nous les fournir régulièrement. Après près de 11 mois de pandémie... il était plus que temps !

- Nous avons interpellé le ministère sur la stratégie des tests antigéniques, moyen de lutte contre la propagation du virus s'ils sont utilisés comme il se doit dans une logique de prévention. Le ministère a réaffirmé qu'ils ne seraient utilisés que pour détecter des foyers de contaminations... Comment comprendre cette décision qui ne relève pas d'une stratégie de prévention si ce n'est que notre ministère n'a pas la main sur ces tests ou que leur nombre fait défaut... ? Un engagement a, de guerre lasse, finit par être pris pour que chacune de nos [régions](#) un point précis soit fait par les [DRAAF-SRFD](#) auprès des représentant-es en [CHSCTREA](#) sur les dispositions prises dans les territoires en terme de mise en oeuvre de cette stratégie des tests appliqués aux personnels des établissements scolaires. On jugera donc sur pièce !
- Sur la vaccination, pas de stratégie gouvernementale en direction de la communauté éducative à ce stade, en dépit des sorties médiatiques du ministre de l'Éducation Nationale... Si l'on comprend aisément que l'on donne la priorité aux personnes dites vulnérables et au personnel soignant, nous avons rappelé que la vaccination était un des moyens essentiels pour maintenir nos établissements ouverts en pleine période de recrudescence de l'épidémie avec la nouvelle donne du variant anglais dont on sait qu'il contamine plus les jeunes ! En tout cas à ce stade, aucune volonté d'anticiper et de prévoir... Il sera sans doute une fois de plus temps de réagir dans l'urgence en quelques jours !
- Concernant les examens, là non plus, toujours pas de visibilité...Un décret et une circulaire sont à paraître supprimant les [CCF](#) au profit du contrôle continu en Bac STAV (arbitrage rendu fin novembre). Rien sur le Bac pro, sur les épreuves du bac général... Même pas l'ombre d'un calendrier de dialogue social annoncé... À deux mois des premiers examens, ceci est non seulement source de stress et d'anxiété pour les agent-e-s, mais aussi tout simplement scandaleux !

Tous ces sujets seront évidemment réétudiés au prochain [CHSCT](#)-M qui, selon l'engagement du secrétaire général adjoint, devrait avoir lieu dans les prochains jours... Les élu-es [FSU](#) de ce comité continueront de dénoncer tous les manquements et de porter toutes les revendications légitimes en matière de santé, sécurité et conditions de travail pour tous les agent-es dans le sens d'une impérieuse nécessité qui demeure à faire primer la prévention et l'intérêt

général !

Paris, le 15 janvier 2021